

ARRÊTE PROVISOIRE N°23/2024

Arrêté portant réglementation de la circulation et du stationnement Rue de Savonnière

Le Maire de la commune d'Épernon,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et les textes qui l'ont complétée ou modifiée,

Vu le Code Général Des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2213-1, L 2213-2 – L 2212-2 et L 2131-1,

Vu l'article R 610-5 du code Pénal,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L 325-1 à L 325-13, L 411-1, L 411-2 et R 325-12 à R 325-46, R 411-25, R 411-26, R 412-26, R 412-28, R 417-10,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - huitième partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

Vu la circulaire n° 96 -14 du 6 Février 1996 relative à l'exploitation sous chantier,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L511-1 relatif aux missions des agents de police municipale,

Vu la demande formulée par l'entreprise COLAS FRANCE – Agence de Chartres – 11 rue du 19 Mars 1962 – 28630 LE COUDRAY par laquelle est sollicitée la réglementation de la circulation et du stationnement rue de Savonnière côté salle Savonnière pour travaux de réfection de voirie ;

Considérant que pour permettre la réalisation de ces travaux, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'entreprise COLAS FRANCE est autorisée à occuper le domaine public.

ARTICLE 2 :

La chaussée sera rétrécie, la circulation gérée par alternat (par panneaux B15 et C18). Stationnement interdit au droit du chantier. Mise en place d'un homme trafic dans les carrefours.



A partir du Lundi 5 Février 2024 pour une durée de 10 jours

ARTICLE 3 : La signalisation de chantier découlant des présentes prescriptions sera établie conformément aux dispositions réglementaires susvisées. Elle sera mise en place par l'entreprise, à sa charge et sous sa responsabilité.

Le bénéficiaire sera également responsable des accidents pouvant survenir par défaut et insuffisance de cette signalisation.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public, par affichage sur le chantier.

ARTICLE 5 : Ces dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux par la levée de la signalisation.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'ORLÉANS dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8 : Sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché :

- Monsieur le Maire,
- M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Maintenon,
- M. le responsable de la Police Municipale.
- M. le responsable des Services Techniques Municipaux,
- L'entreprise COLAS FRANCE.

Date de publication en ligne : 26/01/2024

Fait à Epernon, le 24 Janvier 2024

Auteur : François BELHOMME- Le Maire

Par délégation du Maire
L'Adjoint au Maire,
Denis DURAND

PAR DELEGATION DU MAIRE
Adjoint aux travaux,
Environnement et développement durable
Denis DURAND

Une copie est transmise pour information et à toutes fins utiles à :

M. l'Adjoint au Maire chargé des travaux
Mme la Conseillère Municipale déléguée à la police municipale et
à la gestion du domaine public
Service Communication
Sictom de Rambouillet